

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE
La mort des grévistes doit faire l'objet
d'une enquête

Index AI : AMR 27/006/2003
ÉFAI

Jeudi 13 novembre 2003

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Amnesty International demande aux autorités de mener immédiatement une enquête impartiale et exhaustive sur la mort d'au moins six personnes, survenue lors de la grève générale de vingt-quatre heures décrétée en République dominicaine mardi 11 et mercredi 12 novembre.

« Les autorités doivent faire la preuve de leur engagement envers les normes internationales qui régissent le recours à la force par les responsables de l'application des lois, en faisant comparaître sans délai les personnes impliquées dans ces atteintes aux droits humains devant des tribunaux de droit commun.

« Ces morts très récentes s'inscrivent dans le sillage de plusieurs mois de troubles civils en République dominicaine, au cours desquels de nombreux manifestants et passants, ainsi que quelques policiers, ont été tués ou blessés », a déclaré Amnesty International.

Aboutissement de plusieurs mois de protestations contre la hausse spectaculaire des prix et les coupures d'énergie drastiques, la grève générale a été lancée par une coalition regroupant des organisations militantes de femmes et d'étudiants, ainsi que des associations et des syndicats. Parmi les revendications des grévistes figuraient notamment la fin du remboursement de la dette extérieure et le retrait des accords entre le gouvernement et le Fonds monétaire international (FMI).

À l'approche de la grève, la police dominicaine aurait arrêté plusieurs centaines de militants, afin de les empêcher de l'organiser. En outre, la police et l'armée se sont déployées dans les rues à travers tout le pays, cherchant ainsi à dissuader d'éventuels participants.

Toutefois, les commerces, les écoles et les bâtiments publics ont fermé pour la grève générale et des affrontements auraient opposé la police aux manifestants à Saint-Domingue, Santiago, Bonao, San Francisco de Macoris, Moca et dans de nombreuses

autres villes à travers tout le pays. Selon les sources officielles, six personnes, dont un policier, ont trouvé la mort et plus de 30 ont été blessées, tandis que la presse annonce pas moins de neuf morts et plus de 50 blessés. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>